



**HAL**  
open science

## Une pensée de l'immédiateté

Zaki Laïdi

► **To cite this version:**

Zaki Laïdi. Une pensée de l'immédiateté. Jacques Rupnik. 1989 as a Political World Event, Routledge, pp.125 - 142, 2013. hal-03470578

**HAL Id: hal-03470578**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03470578>**

Submitted on 8 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## **1989 : Une pensée de l'immédiateté**

**Par Zaki Laïdi ( Centre d'Etudes Européennes)**

L'effondrement de l'URSS restera un événement exceptionnel dans l'histoire, au regard des conditions dans lesquelles il est intervenu. Pourtant, en même temps qu'il engloutissait l'URSS et le communisme, 1989 emportait sur son passage tout une représentation du changement social. Il lui en a substitué une nouvelle fondée sur l'idée d'immédiateté. Deux hypothèses inédites sont alors formulées. La première consiste à considérer que le passage au marché et à la démocratie vont forcément de pair car il n'y aurait pas de marché possible sans de démocratie ni de démocratie sans marché. C'est l'ère de la « démocratie de marché ». La seconde, envisage ce changement de manière rapide et immédiate dès lors que les élites politiques expriment la volonté de mettre en oeuvre ce changement ou que celles-ci peuvent bénéficier de soutiens extérieurs décisifs. 1989 a vu l'émergence d'une nouvelle représentation du changement social profondément volontariste, bouleversant ainsi toutes les représentations antérieures qui insistaient sur l'importance des préconditions du passage au marché ou à la démocratie. 1989 a ainsi tué toute idée de transition pour lui substituer celle du changement immédiat. Cette nouvelle représentation du changement social n'est pas très éloigné de ce que Durkheim appelait l'effervescence collective. Au départ Durkheim n'envisage ces moments que dans un cadre social limité : celui d'une assemblée, par exemple, qui s'échauffe et se passionne. Mais il en viendra le très vite à élargir cette notion à des périodes historiques, à des événements politiques à la faveur desquels des individus se recherchent et s'assemblent. Il prendra ainsi l'exemple de la nuit du 4 août au cours de



laquelle les privilèges furent abolis au lendemain de la révolution. Cette référence sociologique et historique est importante. Elle nous aide à comprendre l'existence de moments où l'histoire semble s'emballer, et où la césure historique entre l'avant et l'après paraît décisive<sup>1</sup>. Dans ces moments d'effervescence collective tout, ou presque, semble possible. La communion galvanise ceux qui y participent ou ceux qui s'y reconnaissent. C'est celle une situation exceptionnelle où les représentations et les conduites incitent à croire et à penser que les contraintes et routines traditionnelles de l'action collective peuvent être bousculées voire dépassées selon des modalités inédites.

Nous allons donc dans les lignes qui suivent essayer de montrer comment s'est construite cette représentation radicalement nouvelle du changement social tant au regard du passage au marché qu'au passage à la démocratie et voir qu'elles en ont été les implications géopolitiques en analysant le cas irakien.

## **Sachs ou le capitalisme en 500 jours**

L'économiste américain Jeffrey Sachs fut en effet le théoricien et le maître d'œuvre de la thérapie de choc qui préconisait la mise en œuvre de réformes structurelles immédiates et simultanées couvrant tous les domaines. Les réformes structurelles, nous dit Sachs, n'ont de sens que dans le cadre d'un nouveau système de prix efficace, élément central de la transformation. C'est lui qui va permettre le passage à une monnaie

---



convertible, préviendra de prévenir les risques d'hyperinflation et sélectionnera sur un mode darwinien les entreprises publiques capables de survivre<sup>2</sup>.

La thérapie de choc vise un triple objectif de stabilisation, de libéralisation et de privatisation<sup>3</sup>, faisant l'hypothèse que le changement social n'est guère contraint par le temps, si par « temps » on entend l'existence d'une forme de viscosité sociale rendant par définition tout changement lent et difficile<sup>4</sup>. Il y a toutefois, dans cette indifférence apparente à l'épaisseur du temps un réel paradoxe. D'un côté, on croit que l'économie de marché peut adresser des signaux modifiant instantanément le comportement des acteurs. De l'autre, on semble craindre l'inertie sociale susceptible de faire dérailler les réformes. De fait, Sachs craint d'ailleurs beaucoup moins le retour du communisme qu'un enlisement des réformes comparables à celui que connaît à l'époque l'Argentine, faute d'une mobilisation suffisamment rapide pour désarmer les adversaires de la réforme<sup>5</sup>. Les prédicateurs du néolibéralisme pensent que le marché est en mesure de vaincre la barrière du temps social. Par bien des côtés, cette vision du changement social était et reste profondément utopique. Mais Jeffrey Sachs, a toujours récusé cette critique en faisant valoir que son projet ne visait pas à proposer un autre monde n'est pas simplement répliqué ce qui avait clairement fonctionné ailleurs. Autrement dit, il ne s'agissait plus d'inventer de mais simplement de dupliquer. C'est une téléologie qui n'aspire nullement à *faire l'histoire* en proposant une nouvelle cosmogonie du monde mais à *la refaire* et

---

<sup>2</sup> David Lipton, Jeffrey Sachs, et al. « Creating a Market Economy in Eastern Europe: The Case of Poland. » *Brooking Papers on Economics Activity*, n°1, 1990 (1), pp. 75-147.

<sup>3</sup> David Lipton, Jeffrey Sachs, Stanley Fischer, Janos Kornai, « Creating a Market Economy in Eastern Europe: The Case of Poland », *Brooking Papers on Economics Activity*, n°1, 1990, pp.75-147.

<sup>4</sup> Jeffrey Sachs, « Understanding Shock Therapy », *Occasional Paper of Social Market Foundation*, n°7, 1994.

<sup>5</sup> Ibid, p.100.

dupliquant « le capitalisme réel » tel qu'il existe en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Il n'y aurait donc dans tout cela nulle trace d'utopie, sauf naturellement à penser qu'il serait utopique de croire à la pure et simple reproduction d'un modèle existant ailleurs<sup>6</sup>. Selon Sachs, il n'y aurait rien à apprendre des économies de marché que nous ne sachions déjà. En effet, la thérapie de choc ne souffle mot des savoirs que les économies d'Europe centrale et orientale de Russie auraient pu acquérir par elles-mêmes. Le communisme ayant été sanctionné, toutes les institutions héritées du communisme étaient vouées à disparaître. Le raisonnement se tenait sauf que, sous le communisme vivaient des sociétés, des histoires nationales, des traditions particulières, des spécificités locales qui n'étaient pas toutes identiques et qui n'étaient pas toutes forcément obsolètes. Au fond, la thérapie de choc a commis la même erreur que le soviétisme. Elle s'est laissée prendre à l'idée que le communisme avait tellement structuré les sociétés qu'il devenait inutile de s'intéresser à leurs particularités.

Au delà même des cercles libéraux, le consensus entre économistes sur le radicalisme de la thérapie de choc était indéniable au début des années 1990<sup>7</sup>. Une réforme large et massive devait magnifier la certitude des résultats, et cela indépendamment de l'hostilité qu'elle pouvait rencontrer au départ<sup>8</sup>. Non moins significative est la mise en évidence, inattendue chez des économistes, du rôle déterminant attribué à certains

---

<sup>6</sup> Jeffrey Sachs, « Shock Therapy in Poland: Perspectives of Five Years », *The Tanner Lectures on Human Values*, 6-7 avril 1994, p. 270.

<sup>7</sup> Peter Murrell a bien mis en évidence la fabrication d'un consensus autour des économistes de l'université d'Harvard à laquelle appartenait Jeffrey Sachs autour de la thématique de la thérapie de choc et le contraste qui existait entre la conviction profonde de la justesse de ses solutions et l'absence de recul dont on disposait en 1992 pour juger de l'efficacité ou de l'échec de cette thérapie. Cf. « The Transition According to Cambridge, Mass. », *Journal of Economic Literature*, Vol. 33, n°1, mars 1995, pp. 164-178.

<sup>8</sup> Raquel Fernandez, Dani Rodrik « Resistance to Reform: Status Quo Bias in the Presence of Individual-Specific Uncertainty », *Ibid*, Vol.81, n°5, pp. 1146-1155.

acteurs politiques dans la fortune des réformes économiques<sup>9</sup>. Ce consensus fut aussi politiquement construit pour marginaliser toute pensée concurrente. Les théoriciens de la thérapie de choc ont par exemple massivement dominé la production intellectuelle d'une des institutions internationales les plus importantes : la Banque mondiale. A cet égard, il est intéressant de se pencher sur la production de cette institution et le vivier qui l'inspira. Dans son *Rapport annuel sur le développement* publié en 1996, l'auteur le plus cité, et de très loin, est Jeffrey Sachs. Si on y ajoute d'autres adeptes de la thérapie de choc comme Shleifer, Vishny, Lipton, Fischer ou Gelb, on arrive à une surreprésentation de ces auteurs dans la littérature de la Banque mondiale<sup>10</sup>. À l'inverse, les références à des auteurs critiques sur la thérapie de choc comme Murrell, Roland, Dewatripont sont mentionnées pour la forme<sup>11</sup>. Cette domination a été renforcée par une connivence avec certaines élites d'Europe centrale et orientale particulièrement réceptives à ce radicalisme de la réforme<sup>12</sup>.

Cependant, l'idée selon laquelle celles-ci n'auraient été que les jouets de manipulateurs occidentaux n'est guère crédible. Beaucoup d'économistes de ces pays avaient été gagnés à l'idée de recourir à la thérapie de choc. Bon nombre d'entre eux (Klaus, Jesek et Drusan en Tchéquie, Balcerowicz en Pologne, Gaidar et Yavlinsky en Russie, Kornai

---

<sup>9</sup> Arnold C. Harberger, « Secrets of Success: A Handful of Heroes », *American Economic Review*. Vol.83, n°2, 1993, pp.343-350.

<sup>10</sup> Jeffrey Sachs est cité par exemple 17 fois alors que le second auteur le plus cité ne l'est que 9 fois. Si l'on additionne les citations de Sachs à celles de Shleifer, Vishny, Lipton, Fischer ou Gelb, qui étaient tous favorables à la thérapie de choc, on arrive à un total de 41 citations. En fait, sur les 130 citations que compte l'ensemble du rapport, 61 sont attribuables soit à des auteurs particulièrement engagés dans la défense de la thérapie de choc soit aux auteurs du rapport lui-même. Pour plus de détails, cf, Bruce Kogut, Andrew Spicer, *Critical and alternative perspectives on international assistance to post-communist countries*, Washington DC, The World Bank, 2004, p. 43.

<sup>11</sup> Ibid. p. 6.

<sup>12</sup> Ibid p. 43.

en Hongrie) avaient été extraordinairement frustrés par les difficultés qu'ils avaient eux-mêmes rencontrées dans leur tentative de réconcilier le socialisme avec le marché dans les années 60 ou 70. Leur conversion fut également facilitée par leur participation à des réseaux de socialisation économique réunissant des économistes de l'Ouest et de l'Est dès le milieu des années 60<sup>13</sup>. Pour eux le démantèlement de l'État socialiste devenait ainsi un préalable aux réformes.

La thérapie de choc apparaît ainsi à la fois comme une technologie de la réforme économique mais aussi comme un *Zeitgeist* exceptionnel dont il fallait tirer parti, un moment privilégié, une « fenêtre d'opportunité » durant laquelle on se devait d'agir pour basculer d'un système à l'autre. Le changement peut se faire ici et immédiatement. Pourquoi dès lors expérimenter ce qui a déjà été testé et éprouvé ?

## **La démocratie instantanée**

La démocratie instantanée n'a pas eu son Jeffrey Sachs. Pourtant, les processus qui ont conduit à la penser puis à la mettre en œuvre se sont révélés fort comparables à ceux qui avaient entraîné la mise à feu de la thérapie de choc. Au demeurant, le point de départ est identique. Dans un premier temps, la rapidité avec laquelle le totalitarisme vieillissant fut balayé au profit de régime politique démocratique en Europe centrale et orientale fut reçue avec stupeur. Mais l'énergie intense que ce moment exceptionnel dégagea ne pouvait s'accumuler en pure perte. Elle avait besoin de s'extérioriser, de trouver un débouché à son exubérance. Et

---

<sup>13</sup>Johanna Bockman, Gil Eyal, « Eastern Europe as a Laboratory for Economic Knowledge: The Transnational Roots of Neoliberalism », *The American Journal of Sociology*, Vol.108, n°2, septembre 2002, p. 341.

celui-ci ne pouvait résider que dans la réactivation d'un messianisme démocratique, mis à mal par les vicissitudes coloniales et les impératifs de la Guerre froide. Comme dans la thérapie de choc, on retrouve les principaux ingrédients d'un changement politique aussi profond qu'immédiat. La démocratie est jugée souhaitable ici et maintenant. Le préalable d'une culture démocratique semble désormais suspect car frappé au sceau d'un relativisme désormais congédié. La démocratie, ce sont d'abord et avant tout des élections libres. Or dès lors que les tyrans sont balayés, la démocratie devient en quelque sorte une formalité d'abord et avant tout électorale pouvant puiser dans le réservoir sur des savoir-faire électoraux capitalisés par les vieilles démocraties occidentales et disposées à faire don de leur expérience à qui voudra bien s'adresser à elles. Comme dans la thérapie de choc, on pose désormais que la démocratie est une pratique sociale suffisamment bien connue pour ne pas avoir à se soumettre au rituel de l'expérimentation : « Pour la première fois dans ce siècle, pour la première fois peut-être dans l'histoire, pourra dire George Bush père le jour de son entrée en fonction en janvier 1989, l'homme n'a plus à inventer un système dans lequel ils pourrait vivre. Nous n'avons plus à parler à perte de vue des meilleures formes de gouvernement. Nous n'avons plus à arracher la justice au roi. Nous avons simplement à nous l'appliquer a nous-mêmes »<sup>14</sup>. L'imitation sociale s'apparente implicitement, comme dans la thérapie de choc, à une sorte de rupture reposante avec le temps des utopies dont on a pris désormais congé. Dès lors, la variable essentielle devient la volonté des acteurs. Comme dans la thérapie de choc, la radicalisation de la prescription puise ses ressources dans les racines profondes du sens commun : la faillite politique des systèmes non démocratiques anéantit

---

<sup>14</sup> Georges Bush, *Inaugural address*, p. 1si



toute alternative à la démocratie ; l'existence d'une offre de technologie démocratique disponible permet de réduire les temps de passage à la démocratie ; l'attractivité réputée universelle de la démocratie n'est censée contrarier que les tyrans et tyranneaux aux jours désormais comptés. La symétrie avec la thérapie de choc est ici presque parfaite.

.

### **La démocratie comme procédure et non comme culture**

Ce basculement dans la représentation des conditions d'émergence de la démocratie abouti à réduire celle-ci à une procédure et non à une culture.

Qu'est-ce à dire ? Que la démocratie se définit par « les arrangements institutionnels permettant d'arriver à des décisions politiques prises grâce au pouvoir acquis par les individus pour choisir leurs dirigeants au travers de la compétition électorale »<sup>15</sup>. La démocratie c'est donc d'abord et avant tout l'élection qui permet de sélectionner les élites dirigeantes. Cette définition procédurale, donnée initialement par Schumpeter, est très proche de ce que Przeworski appelle ailleurs la définition minimale de la démocratie : le droit des individus à choisir librement leurs dirigeants au travers d'élections concurrentielles<sup>16</sup>. Giuseppe di Palma fait écho à cette définition exclusivement procédurale et minimaliste en

---

<sup>15</sup> Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris : Payot, 1972.

<sup>16</sup> [Adam Przeworski](#), *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*. by

considérant que la démocratie n'est plus une valeur permettant de défendre le bien commun . Par ce fait elle se doit d'être déliée de toute référence au progrès social<sup>17</sup>. Dans ces conditions, la politique s'apparente à un marché sur lequel s'affrontent des offres concurrentes destinées à satisfaire une demande politique. Le préalable de la culture politique démocratique, les fameuses pré -conditions de la démocratie, est désormais englouti sous les impératifs du calcul rationnel et du jeu des incitations qui s'y rattachent. Les préconditions de la démocratie deviennent au contraire des produits de celle-ci<sup>18</sup>. L'adhésion à la démocratie se mesure à l'aune des avantages concrets qu'elle procure. Elle devient un produit qui s'échange sur un marché public. Le fait que cette définition Schumpeter de la démocratie soit revenue en force après 89 n'est pas le fruit du hasard. Schumpeter avait largement calqué sa définition de la démocratie sur celle du marché<sup>19</sup>. Pour lui la politique n'a jamais été affaire de représentation. Elle est d'abord et avant tout un produit échangeable sur le marché électoral<sup>20</sup>. La conséquence de ce choix marqué en faveur de la démocratie procédurale est double. La première est de rabaisser comme on l'a vu de droit d'entrée dans la grande confrérie du monde démocratique. Tout le monde peut accéder à la démocratie. Celle-ci cesse d'être un club anglais pour devenir une association universelle. Cette simplification des conditions d'entrée dans la démocratie et de représentation de celle-ci ne sera bien évidemment

---

<sup>17</sup> Guiseppe Di palma, *To Craft Democracies*, op. cit.,

<sup>18</sup> Terry Karl, « A research perspective », cité in Carmenza Gallo, « Democracy by default ? », Review Essay, *Sociological Forum*, vol. 7, n° 4, 1992, p. 713.

<sup>19</sup>

<sup>20</sup> cf Ian Shapiro , Democratic Innovation: South Africa in Comparative Context , *World Politics*, Vol. 46, No. 1 (Oct., 1993), pp. 121-150

pas sans conséquences sur la définition même de la démocratie et sur son instrumentalisation politique et idéologique. Aux prédicateurs occidentaux, le rabaissement du seuil d'accès à la démocratie permet de placer sous la bannière idéologique de la démocratie des alliés stratégiques sans risque de se contredire trop ouvertement.

Simultanément il permet d'utiliser la promotion de la démocratie comme un levier politique face à ceux qui viendraient à résister à cette nouvelle mise en ordre. Du côté des récepteurs, les avantages ne sont pas non plus négligeables. Car à partir du moment où les critères de la démocratie sont d'abord et avant tout procéduraux il devient possible même si cela n'est pas toujours aisé, de se mettre à fabriquer des élections libres comme on fabriquait des élections non démocratiques. Naturellement et par définition des élections libres sont l'opposé des élections préfabriquées. Mais dans les faits, l'inventivité démocratique des régimes autoritaires s'est révélée très grande. Quand l'élection est strictement ramenée au jeu électoral, elle comporte des risques de fermeture du jeu politique à une petite élite trouvant un moyen de se légitimer à bon compte tant auprès des citoyens que de la communauté internationale<sup>21</sup>. La démocratie de marché a donc abaissé le seuil de passage à la démocratie. Elle a également détaché le progrès démocratique de toute idée de progrès social par exemple.

La démocratie de marché repose donc sur un paradoxe central. D'un côté elle s'appuie sur une définition minimaliste de la démocratie qui se limite aux aspects procéduraux de celle-ci. Mais de l'autre elle pense de manière indissociable la mise en place de la démocratie et du marché. Mais le paradoxe n'est qu'apparent. Car comme on a pu le voir, la thérapie de

---

<sup>21</sup> Ce risque a très tôt été pointé par Philippe Schmitter et Terry Lyon Karl, « What democracy is... and is not », in Larry Diamond et Marc Plattner (dirs.), *The global Resurgence of democracy*, op. cit, p. 42.



choc malgré l'ambition de ses objectifs, était elle aussi procédurale. On ne se demandait pas quels seraient les bénéficiaires sociaux de la privatisation de l'économie. On considérait simplement celle-ci comme un préalable tout en estimant qu'elle devrait profiter à tous. La démocratie de marché s'est donc construite sur une ambivalence qui est au cœur même de la pensée 1989. Par certains côtés, elle se montre extraordinairement ambitieuse en tant que problématique du changement social puisque les réformes économiques et les réformes politiques sont jugées indissociables. Mais par d'autres, l'accent mis sur la dimension procédurale du changement (les élections et privatisations) elle ouvre des marges d'adaptation et de travestissement considérables dès lors qu'elle se limite à des formes procédurales (démocraties électorales).

### **La guerre en Irak comme illustration de l'idéologie de l'immédiateté**

La guerre en Irak restera la meilleure illustration politique de cette idéologie de l'immédiateté, quand bien même sa justification politique ne reposait pas initialement sur la volonté d'y exporter la démocratie. Mais il ne fait aucun doute, que les néoconservateurs américains ont été puissamment imprégnés par cette idée selon laquelle la démocratie pouvait être implantée rapidement comme cela avait pu être le cas en Allemagne ou au Japon. Le fameux décret Bremmer sur la «débathification» construite sur le modèle de la dénazification, dont on

dit qu'il marqua le début de la guerre civile en Irak, est de ce point de vue révélateur de cette vision simplifiée du monde qui ne croit guère à l'épaisseur des situations locales et qui pense que ce qui fut fait à Berlin et à Tokyo dans les années 1940 pouvait l'être à Bagdad dans les années 2000. Certes, les États-Unis pouvaient à bon droit estimer que la majorité des Irakiens était probablement favorable à l'intervention américaine. Mais la volonté de se débarrasser d'un tyran n'impliquait nullement celle de construire une démocratie. L'idée d'une démocratie en gestation prête à émerger une fois le couvercle autoritaire soulevé est pour le moins simpliste. Saddam Hussein était certes un tyran abject, mais penser que son régime flottait au-dessus d'une société avec laquelle il n'avait rien à voir relève du conte pour enfants. À cet égard, l'anti-ethnocentrisme ingénu d'un Wolfowitz («pourquoi les Arabes n'accéderaient-ils pas à la démocratie?») est d'une désarmante naïveté. Pourquoi donc ce qui réussit au Japon ne saurait réussir en Irak? Il existe une infinité de différences entre ces deux expériences<sup>22</sup>. Mais il y en a une qui est fondamentale et qui est peut-être le seul pré-requis universel de la démocratie: l'existence d'un *dèmos* qui fait l'objet d'un consensus préalable sur sa nature, son avenir et ses frontières. Les travaux de Linz et Stepan sont sur ce point catégoriques<sup>23</sup>. Si, dans une société politique donnée, il n'existe pas – au moins chez les élites – de consensus préalable sur le *dèmos*, ses frontières et son identité, la démocratie ne fait tout simplement pas sens. Elle fait encore moins sens si, au lieu de stabiliser le *dèmos*, elle le fragilise ou le détruit. Or, c'est très précisément ce qui se passe en Irak. Il y avait une majorité qui, sur des bases essentiellement

---

<sup>22</sup> Il faut lire l'ouvrage passionnant de John Dower consacré à l'occupation américaine au Japon et à l'implantation consécutive de la démocratie. *Embracing Defeat. Japan in the Wake of WWII*, Norton Press, New York, 1999.

<sup>23</sup> Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, JohnsHopkins Press, 1996, p. 19.

sectaires, voulait la chute du régime baasiste devenu, surtout depuis 1991, un régime à base sunnite. Mais une fois cet objectif atteint, il n'y avait consensus sur à peu près rien. On s'en rendit compte au moment des débats constitutionnels sur la démocratie de l'Irak. Devait-elle être arabe, islamique? Arabe non, car cela aurait signifié la discrimination des Kurdes qui ne sont pas arabes. Islamique non plus, car même si 98 % de la population irakienne sont musulmans, la référence à une «république islamique» renvoyait à une république de type iranien dominée par les chiïtes. Certes, le pluralisme ethnique n'est pas forcément contradictoire avec l'idée démocratique. Le modèle de Lijphart est précisément destiné à réguler des sociétés multiethniques<sup>1124</sup>. Et l'on aurait pu très bien imaginer, suivant le modèle libanais, que les déséquilibres confessionnels soient garantis par une tutelle étrangère, ce qui était probablement l'espoir des Américains. Mais pour en arriver là, un consensus minimal est indispensable. Or la majorité chiite se sent probablement en position de force pour ne pas rechercher un compromis avec les 57 sunnites, soutenue dans cette intransigeance par un voisin iranien qui travaille méthodiquement à l'échec américain. Przeworski a sur ce point raison: les pactes démocratiques ne réussissent que quand les concurrents ne sont pas sûrs de leurs forces respectives. Ne les connaissant pas, chacun recherche les plus grandes garanties dans l'hypothèse où il serait perdant<sup>25</sup>. Linz et Stepan expliquent le succès des transitions vers la démocratie non seulement par un consensus des élites sur le *demos*, mais par la conviction que la démocratie est, selon l'expression américaine, «*the only game in town*».

---

<sup>24</sup> Arend Lijphart, «Consociational Democracy», *World Politics*, janvier 1969.

<sup>25</sup> Juan Linz et Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation*, Baltimore, JohnsHopkins Press, 1996, *ibid*

## L' Irak comme ethno-démocratie précaire

Or, là encore, l'Irak n'obéit pas tout à fait à ce schéma. Sa dynamique interne repose sur trois facteurs à la fois indissociables et contradictoires : la domination des chiites sur la vie politique irakienne, l'existence d'une forte autonomie kurde, et le risque improbable d'une partition compte-tenu de la multiplicité des lignes de fracture qui offrent l'avantage, pourrait-on dire, de ne pas se recouper forcément. En effet, si au départ la dynamique politique en 2003 reposait largement sur une alliance entre kurdes et chiites pour évincer les sunnites du pouvoir, sept ans plus tard la situation est singulièrement plus complexe. Parce que les sunnites ont probablement été définitivement évincés du pouvoir, leur soutien devient essentiel aux forces chiites qui se disputent ce pouvoir. Il n'y a donc pas de contradiction à avoir d'un côté les chiites unis sur le fait qu'ils ne veulent en aucun cas revenir sur l'après 2003, mais qu'en même temps ce point d'accord essentiel les conduits à se diviser pour exercer le pouvoir<sup>26</sup>. Cette réalité n'a d'ailleurs rien de spécifiquement irakienne. Le problème se pose d'une certaine manière de la même façon pour les sunnites. Ils savent selon toute vraisemblance qu'ils ne pourront pas reprendre le pouvoir à Bagdad, et que dans ces conditions ils se doivent de négocier au plus offrant leur ralliement au pouvoir chiite. C'est le sens qu'il faut donner au soutien que la plupart d'entre eux ont apporté au parti de Iyad Alawi lors des élections législatives de janvier 2010. De surcroît, si chiites et kurdes sont fondamentalement unis pour ne pas revenir sur la nouvelle donne politique ouverte par l'intervention

---

<sup>26</sup> Kenneth Katzman, "Iraq politics, elections and benchmarks", *CRS Report for Congress*, 28 avril 2010. <http://www.fas.org/sgp/crs/mideast/RS21968.pdf>

américaine en 2003, chiites et sunnites sont de nouveaux unis pour ne pas voir s'étendre l'influence kurde notamment dans les zones contestées du nord de l'Irak (Kirkouk)<sup>27</sup>. Ils ne veulent de surcroît pas voir le partage de la rente rendre les kurdes indépendants du pouvoir central. L'absence de consensus politique sur la répartition de la rente pétrolière, confirme bien la réalité du clivage entre arabes et kurdes. Le fait que le système irakien soit fondamentalement organisé sur des bases confessionnelles et ethniques mais qu'en même temps les clivages qu'il suscite ne peuvent en aucune manière absorber toute la dynamique politique, constitue paradoxalement la meilleure garantie de préservation du nouvel ordre politique dans la mesure où aucune faction ne peut gouverner seule sauf à prendre le pouvoir par la force. L'Irak est aujourd'hui à des années lumière d'une démocratie politique fonctionnelle et apaisée. Il s'apparente à une forme d'ethno-démocratie électorale extraordinairement fragile et peut-être provisoire. Pour le meilleur comme pour le pire, les Irakiens sont d'une certaine manière redevenus maîtres de leur destin, même si celui-ci n'est bien évidemment pas celui qu'avaient imaginé les néoconservateurs américains. L'Irak a mis en évidence la capacité des Etats-Unis à modifier un ordre politique en même temps que sa difficulté à en construire un nouveau conforme à ses objectifs et ses intérêts. 1989 a indiscutablement constitué une structure d'opportunité mondiale favorable à l'extension de la démocratie dans le monde. Il y a indiscutablement plus de démocraties dans le monde qu'il y en avait vingt ans auparavant. Mais cette dynamique n'exclut ni les retours en arrière, ni les travestissements et encore moins la pluralisation des contenus de la démocratie. Comme cela est souvent le

---

<sup>27</sup> Anthony H. Cordesman, "Iraq and the United States: Creating a Strategic Partnership", op.cit., p.54





cas , la pensée de l'immédiateté a gagné du terrain , mais le terrain sur lequel elle est engagée est plus que jamais labouré par les particularités de chaque société.

Zaki Laïdi